

PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

**ARRETE PREFECTORAL**

**PORTANT MISE EN DEMEURE**

----

**Société REGEPLASTIC**

----

**Commune d'ARNAY LE DUC**

----

Le préfet de la région Bourgogne  
préfet de la Côte-d'Or  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU le Code de l'Environnement et notamment son article L 514-1,
- VU le titre premier de la partie réglementaire du Livre V du Code de l'Environnement,
- VU l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2012 autorisant la Société Régéplastic, dont le siège social est situé rue de Barive – ZI des Planchotte 21230 Arnay-le-Duc, à exploiter les installations de son établissement à la même adresse,
- VU le rapport de Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne, en date du 26 novembre 2012 ;
- CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas les exigences des articles, de l'arrêté préfectoral d'autorisation précité, suivants :
  - 1.2.3 Consistance des installations autorisées,
  - 7.6.3 Rétentions,
  - 7.7.2 Dispositif de détection incendie,
  - 9.2.2.1 Analyses des eaux pluviales.
- CONSIDERANT que l'absence de stockage d'une partie des produits présentant un danger pour l'environnement sur rétention peut entraîner en cas de déversement une pollution du milieu naturel et notamment du Ru du Barive,
- CONSIDERANT qu'au regard de la quantité de matières premières et de produit finis stockée les conséquences en cas d'incendie seraient aggravées et pourraient porter atteinte à des tiers,
- CONSIDERANT que des produits combustibles sont stockés dans une partie du bâtiment de production (A3) ou il ne doit être stocké que des matériaux incombustibles au regard du dossier de demande d'autorisation en date du 18 novembre 2010 et notamment des conclusions de l'étude de danger,
- CONSIDERANT que l'absence de dispositif de détection incendie au niveau des zones de stockage de la matière première et des produits finis peut aggraver les conséquences en cas de déclenchement d'un incendie,
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or,

## ARRETE

### ARTICLE 1er -

En application de l'article L.514-1 du Code de l'environnement, la Société REGEPLASTIC, dont le siège social est situé rue de Barive – ZI des Planchotte 21230 Arnay-le-Duc, est mise en demeure, pour son établissement sis à la même adresse, de respecter sous 3 mois les exigences des articles 1.2.3 Consistance des installations autorisées, 7.6.3 Rétentions, 7.7.2 Dispositif de détection incendie et 9.2.2.1 Analyse des eaux pluviales, de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 janvier 2012.

### ARTICLE 2 - Délai et voie de recours (Articles L 514-6 et R 514-3-1 du Code de l'environnement) :

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon – 22 rue d'Assas – 21000 Dijon. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, il commence à courir du jour où la présente décision leur a été notifiée. Les tiers disposent d'un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent acte.

### ARTICLE 3 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, le Maire d'Arnay-le-Duc, Mme le Sous-Préfet de l'arrondissement de Beaune, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne et le directeur de la Société REGEPLASTIC sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- . Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,  
(2 exemplaires)
- . M le Directeur des Services d'Archives Départementales,
- . M. le Maire d'Arnay-le Duc.
- . Mme le Sous-Préfet de l'arrondissement de Beaune,
- . M. le Directeur de la Société REGEPLASTIC.

FAIT à DIJON, le

- 3 DEC. 2012

Le PRÉFET,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

Julien MARION